



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(CCTP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles R.2123-1-3° et R.2123-2 du code de la commande publique - Famille 2 « services administratifs, sociaux, éducatifs et culturels » de l'avis relatif aux contrats de la commande publique, CPV n° 80530000 – 8 « service de formation professionnelle »)

RÉALISATION D'ACTION DE FORMATION

« MANAGER EN TOUTE SST (Santé et Sécurité au Travail) »

ACCORD-CADRE n° 2025-9245-012

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet l'action de formation « Manager en toute SST » pour les agents de l'Office national des forêts et ses filiales ONF ENERGIE, ONF INTERNATIONAL et VEGETIS.

Identification des pouvoirs adjudicateurs, membres du groupement de commandes

OFFICE NATIONAL DES FORETS
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF ENERGIE
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF INTERNATIONAL
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF VEGETIS
27 Chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing,
77140 NEMOURS

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame METRICH-HECQUET, Directrice de l'Office National des forêts, en qualité de coordinateur du groupement de commandes.

SOMMAIRE

1. Présentation de l’ONF et contexte ----- 1

2. Objet et caractéristiques du marché ----- 1

3. Caractéristiques des prestations attendues ----- 1

4. Obligations à la charge du titulaire ----- 6

5. Moyens mis en œuvre et personnel affecté à la mission ----- 6

6. Propriété intellectuelle ----- 6

7. Garanties ----- 8

8. Effets vis-à-vis des tiers ----- 8

9. Créations réalisées par l’onf et confiées au titulaire ----- 9

10. Obligation de discrétion - confidentialité ----- 9

1. PRESENTATION DE L'ONF ET CONTEXTE

1.1 Présentation de l'ONF

1.1.1 Missions

L'Office national des forêts assure la gestion de près de 11 millions d'hectares de forêts publiques en métropole et dans les DROM. Etablissement public, l'ONF assure au quotidien l'équilibre entre les différents usages de la forêt : la production de bois, la protection de l'environnement et l'accueil du public.

L'Office réalise également des missions de service public pour le compte de l'État dans les domaines de la prévention et de la gestion des risques naturels et propose des produits et des services pour les collectivités et les entreprises. L'ONF est placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt, et du ministère en charge de la transition écologique.

1.1.2 Organisation

L'effectif total de l'ONF est d'un peu moins de 8200 personnes. L'ONF est constitué, outre sa direction générale située à Maisons-Alfort, d'établissements régionaux : 6 directions territoriales en métropole et 5 en Corse et dans les départements d'Outre-mer (cf. annexe 1_carte_geographique).

Pour en savoir plus, consultez le site internet ONF : www.onf.fr

2. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'action de formation « manager en toute SST » pour les agents de l'Office national des forêts et ses filiales ONF ENERGIE, ONF INTERNATIONAL et ONF VEGETIS.

2.2 Allotissement

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

3. CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 Préparation des formations

Il est convenu que le titulaire prévoit les jours nécessaires à la préparation des formations ad hoc dans son offre. Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des formations sont réputées incluses dans le marché, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse.

Les candidats devront présenter dans leur offre leurs processus administratifs (permettant d'identifier le qui fait quoi, les délais et l'organigramme) et présenter des exemples de livrables de formation (supports de formation, programme détaillé de chaque session de formation). Les candidats devront également fournir le curriculum vitæ des formateurs pressentis pour animer cette formation.

3.1.1 Prise de connaissance de l'ONF

Afin de proposer une formation adaptée à l'établissement, le titulaire devra prendre connaissance des activités de l'ONF, de son actualité ainsi que des profils des personnes à former. Pour cela, le

titulaire du marché indique dans son offre technique sa méthodologie de préparation pour chaque session et les outils dont il doit disposer à cette fin.

De son côté, l'ONF s'engage à remettre au titulaire, après la notification du marché les différents documents existants afin de le guider dans les messages à transmettre aux apprenants. De plus, un travail commun sera nécessaire, notamment pour la préparation des séquences pédagogiques.

3.1.2 Matériels nécessaires à la réalisation des formations

L'ONF mettra à disposition du titulaire du marché les moyens suivants: salle de formation, vidéoprojecteur et paperboard.

Si le titulaire souhaite du matériel supplémentaire (pour des mises en situation ou des simulations par exemple), il s'engage à le fournir et à apporter le matériel nécessaire.

3.2 Descriptifs et contenus de la formation « Manager en toute SST »

3.2.1. Contexte de la formation

L'Office National des Forêts (ONF) s'est fixé comme objectif prioritaire de réduire significativement le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles au sein de l'établissement. Cette ambition s'inscrit dans une démarche globale d'amélioration continue de la Santé et de la Sécurité au Travail, portée par la direction et partagée à tous les niveaux de l'organisation. Dans ce cadre, l'ONF a déployé de nombreuses actions de sensibilisation et de prévention, visant à renforcer la culture sécurité et à impliquer l'ensemble des collaborateurs dans la maîtrise des risques professionnels. La formation « Manager en toute SST » constitue une étape complémentaire. Destinée aux membres des CODIR des agences territoriales, régionales et spécialisées, cette formation vise à consolider le rôle du management de proximité dans la prévention des risques. Elle a également pour objectif de développer les compétences managériales nécessaires pour intégrer la SST dans les pratiques quotidiennes et à favoriser une posture exemplaire en matière de sécurité. Cette action de formation s'inscrit dans la logique des sessions déjà menées en 2025 auprès du CODIR plénier et des CODIR DT afin d'assurer une cohérence et une continuité d'approche et de diffuser une culture commune de la prévention à l'ensemble des instances de direction de l'établissement.

La formation s'adressera aux CODIR issus de :

- 48 agences territoriales dont 47 dans l'hexagone et une à Mayotte
- 5 directions régionales (Corse, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique)
- 11 agences spécialisées dans la réalisation de travaux et d'études, dénommées « agence études et travaux » ou « agence travaux » ou « agence études », dont les périmètres d'intervention correspondent aux directions territoriales et régionales tels que précisés en annexe.
- 4 agences spécialisées dans la mise en œuvre des missions d'intérêt général (MIG) confiées à l'Office en matière de « Restauration des Terrains en Montagne » (RTM), correspondant aux 3 massifs Alpes du Nord, Alpes du Sud et Pyrénées, et de « Défense des Forêts Contre les Incendies » (DFCI), couvrant le territoire de la zone de défense et de sécurité sud.

Commenté [NR1]: Je préfère cette 1ère formulation, qui évite de se prendre les pieds dans le tapis entre les AE, AT et AET.

3.2.2. Objectif de formation

L'objectif est de permettre aux managers des agences de l'ONF de renforcer leur rôle et leur engagement dans la démarche Santé et Sécurité au Travail (SST), afin qu'ils intègrent pleinement la prévention des risques dans leurs pratiques managériales, leurs décisions et le pilotage de leurs équipes.

Il s'agit de faire des managers, des acteurs clés de la performance globale de l'établissement, capables de conjuguer sécurité, efficacité et responsabilité collective.

3.2.3. Objectifs pédagogiques

La formation vise plus spécifiquement à :

- Sensibiliser les managers aux enjeux humains, organisationnels, juridiques et économiques de la prévention des risques professionnels ;
- Faire comprendre les piliers de la politique SST de l'ONF et le rôle du management dans leur mise en œuvre quotidienne ;
- Développer la posture managériale adaptée, permettant d'intégrer la SST dans la conduite des activités, le pilotage des projets et les décisions opérationnelles ;
- Donner des outils concrets pour animer la prévention au sein des équipes (communication, observation de terrain, retours d'expérience, analyse d'événements, etc.) ;
- Favoriser une culture partagée de la sécurité, fondée sur la responsabilité, la vigilance mutuelle et l'exemplarité managériale ;
- Faire le lien entre performance et prévention, en montrant comment la prise en compte systémique de la SST contribue à la qualité, à la motivation des équipes et à la performance globale de l'organisation.

À l'issue de la formation, les participants devront être en mesure de :

- Identifier leurs responsabilités et leviers d'action en matière de SST ;
- Intégrer la dimension santé-sécurité dans leurs décisions managériales et leurs pratiques quotidiennes ;
- Mobiliser leurs équipes autour d'objectifs partagés de prévention.

3.2.4. Méthodes pédagogiques préconisées

- Méthode pédagogique active
- Exercices collectifs, mises en situation
- Echanges d'expériences, bonnes pratiques entre pairs

3.2.5. Nombre de participants et volumétrie :

Environ 68 sessions de formation d'environ 15 participants seront à déployer sur la totalité du marché.

3.2.6. Public cible et prérequis

Le public cible est : Managers de l'ONF basés en agences (cf annexe 1_carte_geographique).

Détail du public issu des différentes agences :

- Membres de CODIR en **Agences territoriales et régionales (48 agences)** : Directeur/Directrice d'agence et son adjoint, Secrétaire Générale, Responsable d'Unité territoriale (RUT), Chef de service forêt, Chef de service bois, Responsable de pôle
- Membres de CODIR en **Agences travaux et/ou études (11 agences)** : Directeur/Directrice d'agence et son adjoint, Secrétaire Générale, Responsable d'Unité de Production (RUP), Chef de projet, Conducteur de Travaux
- Membres de CODIR en **Agences « Restauration des Terrains en Montagne » et « Défense des Forêts Contre les Incendies » (4 agences)** : Directeur/Directrice d'agence et son adjoint, Secrétaire Générale, Ingénieur spécialisé, Chef de projet, Responsable de secteur, Responsable de pôle
- Directions Régionales des DROM-Corse (5 DR)** : Responsable d'Unité de Production, Responsable d'Unité Territoriale, Secrétaire général etc.

Déploiement prévisionnel à partir de 2026 :

2026	2027	2028
16 sessions auprès des CODIR des agences territoriales et directions régionales	16 sessions auprès des CODIR des agences territoriales et directions régionales	16 sessions auprès des CODIR des agences territoriales et directions régionales
5 sessions auprès des CODIR des agences spécialisées (agences études et/ou travaux)	5 sessions auprès des CODIR des agences spécialisées (agences études et/ou travaux)	2 sessions auprès d'un CODIR des agences spécialisées (agences études ou travaux)
2 sessions auprès des CODIR des agences spécialisées (Restauration des Terrains en Montagne » ou « Défense des Forêts Contre les incendies »)	2 sessions auprès des CODIR des agences spécialisées (Restauration des Terrains en Montagne » ou « Défense des Forêts Contre les incendies »)	
2 sessions auprès des DROM-Corse	2 sessions auprès des DROM-Corse	

3.2.7. Travail préparatoire en amont du déploiement des sessions de formation

Dans le cadre du déploiement du marché, le titulaire s'engage à effectuer au minimum une journée (soit 07 heures) d'immersion sur le terrain aux côtés d'un membre de la filière SST de l'ONF, en métropole (le lieu du déplacement sera défini à postériori). Celle-ci aura pour vocation de prendre la mesure du contexte de travail dans lequel évoluent les personnels de l'établissement et donc de préparer les formations dans les meilleures conditions.

Compte tenu de la diversité des CODIR (agences territoriales, agences travaux, agences études, etc.), le contenu de la formation devra être modulé et adapté à chaque session. En effet, les CODIR des agences travaux nécessiteront une approche davantage orientée vers le terrain, contrairement, par exemple, aux CODIR des agences territoriales.

Commenté [DM2]: A conserver uniquement si nous décidons de déployer des sessions spécifiques à destination des ATX.

3.2.8. Dates et lieux des interventions

- Les dates de formations seront planifiées pour les premières en 2026, d'un commun accord entre le titulaire du marché et l'ONF. Les autres seront organisées sur la durée du marché.
- Les formations se dérouleront :
 - En présentiel pour les sessions se déroulant en France hexagonale, dans des villes définies par les directions territoriales / agences qui seront communiquées au titulaire du marché lors de la planification des sessions. Le titulaire devra avoir la capacité de dispenser les formations dans toute la France hexagonale (cf annexe 1_carte_geographique).
 - En distanciel via le logiciel « Teams », à destination des managers basés dans les DROM (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte) et la Corse. Toutefois, si le prestataire retenu est en mesure de mobiliser un formateur basé dans les DROM ou la Corse, la tenue de la formation en présentiel sera privilégiée.

3.2.9. Durée des formations

- Sessions en présentiel : Une journée de formation soit 7 heures
- Sessions en distanciel (DROM et Corse) : Une journée complète de formation soit 7 heures ou deux demi-journées de formation soit 3,5 heures

3.2.10. Livrables

L'ensemble des livrables produits par le titulaire seront soumis à validation par l'ONF. Leur contenu, ainsi que les exemples présentés, devront être spécifiquement adaptés à l'ONF et en

cohérence avec les enjeux de la gestion forestière. Les données quantitatives illustrant les exemples devront être récents.

Les supports de formation devront être réactualisés si besoin à la demande de l'ONF, puis de nouveau soumis à validation.

3.2.11. Méthode d'évaluation des formations

- A l'issue de chaque session de formation, le prestataire réalisera :
- Un bilan écrit permettant de mesurer le degré de satisfaction des participants,
 - Un bilan oral permettant d'apprécier le ressenti des participants.

Les résultats seront communiqués à l'ONF par le titulaire.

3.2.12. Organisation et planning

Le planning des formations sera établi conjointement entre l'ONF et le titulaire, toutefois le titulaire peut proposer un planning prévisionnel de mise en œuvre (réunion préparatoire et premières sessions de formation).

3.2.13. Modalités d'annulation d'une formation

En cas d'annulation ou de modification du planning d'une ou plusieurs sessions par le titulaire, celui-ci s'engage à respecter un délai de prévenance de 20 jours ouvrés au moins avant la date de la session concernée. A réception de la demande d'annulation ou de modification du planning, l'ONF dispose de 72h pour faire droit à la demande du titulaire. Le titulaire s'engage alors à proposer des dates de remplacement dans les plus brefs délais. En cas de refus de report ou de suppression de formations par l'ONF des pénalités de retard sont prévues au CCAP.

3.2.13. Détail des Unités d'œuvre au BPU

Sessions de formation :

Le prix d'une session de formation au BPU inclut :

- Le travail préparatoire
- Les échanges nécessaires entre l'ONF et le titulaire en amont du déploiement des sessions, réunions de lancement, réunions de débriefing incluses
- Les livrables
- La session de formation

Journée immersion :

Le prix correspond à 7h de présence, selon l'article 3.2.7 du présent CCTP.

Indemnités déplacement :

Les déplacements seront pris en charge sur devis, à la commande. Le paiement sera effectué sur présentation des justificatifs avec la facture, selon les plafonds ONF ci-dessous :

- Indemnités kilométriques : 0,45 € / km
- Le titulaire indiquera dans sa facture les points de départ et d'arrivée avec le kilométrage correspondant et fait application du prix au kilomètre indiqué.
- Le train sera remboursé aux frais réels du billet 2^e classe
 - Les repas seront remboursés selon les plafonds ONF :

Déjeuner	
(forfait 10,30€) à compter du 01/05/2025 : repas sans justificatif	Forfait
(forfait 21,10€) à compter du 01/01/2025 : repas pris au restaurant sur justificatif	Forfait

Dîner	
(forfait 10,30€) à compter du 01/05/2025 : repas sans justificatif	Forfait
(forfait 21,10€) à compter du 01/01/2025 : repas pris au restaurant sur justificatif	Forfait
(frais réels 25,32 € max) à compter du 01/05/2025 : repas pris au restaurant sur justificatif	Frais réels plafonnés

- Frais hébergement :

Les remboursements se font sur frais réels avec présentation de la facture, dans la limite des prix plafonds indiqués ou en vigueur à l'ONF :

Chambre, petit-déjeuner et taxe de séjour	
(frais réels 140€ max) à compter du 01/05/2025 : hébergement Paris sur justificatif	Frais réels plafonnés
(frais réels 120€ max) à compter du 01/05/2025 : hébergement ville>200k-hab*** et Grand Paris sur justificatif	Frais réels plafonnés
(frais réels 120€ max) à compter du 01/05/25 : hébergement DOM sur justificatif	Frais réels plafonnés
(frais réels 90€ max) à compter du 01/05/2025 : hébergement autres communes sur justificatif	Frais réels plafonnés
(frais réels 150€ max) à compter du 01/05/25 : PMR hébergement sur justificatif **	Frais réels plafonnés
(forfait 75,60€) à compter du 01/05/2025 : hébergement Paris, Dpt 92, Dpt 93, Dpt 94 sur justificatif	Forfait
(forfait 56,10€) à compter du 01/05/2025 : hébergement autres communes sur justificatif	Forfait
(forfait 84,40€) à compter du 01/01/2025 : couchage en hébergement sommaire	Forfait

4. OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à une obligation de moyens et de conseil, entendue de façon générale, portant sur tous les aspects des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, il s'engage à alerter l'ONF sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa compétence même si elles ne font pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'ONF, compte tenu des prestations qui lui sont confiées par le présent marché.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'ONF si besoin est, et à toutes celles qui s'avéreront nécessaires à la bonne exécution du marché.

5. MOYENS MIS EN ŒUVRE ET PERSONNEL AFFECTE A LA MISSION

Le titulaire désigne un interlocuteur unique chargé de suivi du marché avec l'ONF.

Le titulaire a recours aux personnels et aux outils pédagogiques adaptés aux prestations de formation qui lui sont demandées.

Il s'engage à faire exécuter la prestation par un personnel spécialisé dans le domaine concerné, tel que proposé dans son offre.

La personne responsable du marché peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'une ou de plusieurs personnes physiques affectées à l'exécution du marché, si elle le juge nécessaire.

6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les prestations réalisées au titre du présent marché sont régies, quant aux droits de propriété intellectuelle, par les stipulations suivantes :

6.1 Droits d'auteurs

Le titulaire du marché se charge de toutes les autorisations et formalités d'obtention des droits auprès des auteurs et des tiers qui participeraient à l'exécution de la prestation qui lui est confiée dans le cadre du présent marché.

Il s'assure du reversement de leurs droits aux auteurs, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés de perception et de répartition des droits d'auteurs et de l'acquittement des taxes auprès des organismes compétents.

En contrepartie du paiement du prix, le titulaire cède l'ensemble des droits d'exploitation attachés au résultat de ses prestations.

A ce titre, il cède sur l'ensemble des créations conçues et réalisées dans le cadre du marché notamment, tous les livrables prévus à l'article 4.4 y compris sur tous les documents intermédiaires nécessaires aux sessions de formations et remis à l'ONF les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation ci-après définis.

6.2 Détail des droits patrimoniaux cédés

6.2.1 Droit de reproduction

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement l'œuvre par tous procédés qui permettent de l'archiver ou de la communiquer au public, et notamment :

- le droit de reproduire ou d'enregistrer par copie, gravure, imprimerie, dessin, photographie, enregistrement mécanique, électrique, magnétique, numérique, cinématographique ou vidéographique sur tous supports tels que supports papier, carton, plastique, pellicules, photographiques, films, diapositives, en couleur ou en noir et blanc, vidéodisques, CD-Rom, CDI, CD-Photo, DVD, clef, USB, bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques, microcartes, microfiches ou microfilms par voie analogique ou numérique et selon tous procédés connus ou inconnus à ce jour ;
- le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira à l'ONF ou à ses ayants droit, autant d'exemplaires, doubles ou copies, en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

6.2.2 Droit de représentation

Ce droit s'entend comme le droit de communiquer l'œuvre au public par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment :

- le droit d'éditer ou de faire éditer les œuvres en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toute forme ;
- le droit de communiquer au public les œuvres ou leurs adaptations en tous pays ;
- le droit de présenter ou de faire présenter publiquement les œuvres ou leurs adaptations dans le monde entier par voie de télédiffusion par onde, câble ou satellite, ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les sites internet édités ou co-édités par l'ONF), et au moyen de supports tels que les CD-Roms, CDI, DVD, clef USB, films, produits vidéogrammes, notamment les produits multimédias, à destination de tous les publics - le droit de présenter ou faire présenter les œuvres publiquement par projections en tous lieux accessibles à tous publics.

6.2.3 Droit de modification et d'adaptation

Le droit d'adaptation et le droit de modification s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du CPI, comme la possibilité de modifier ou d'adapter les œuvres en fonction des différents supports cités précédemment, en fonction de l'intégration de celles-ci à d'autres œuvres ou en fonction d'impératifs liés à l'établissement public et notamment :

- le droit de reproduire tout ou partie des œuvres dans une œuvre multimédia, en procédant le cas échéant aux modifications nécessaires ;
- le droit d'adapter les œuvres sous forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite et notamment sous forme d'éléments d'une œuvre multimédia ou d'un site internet.

6.2.4 Types d'exploitations prévues

Les droits patrimoniaux cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte, à titre commercial ou non commercial, pour des exploitations destinées à la promotion et/ou à la communication de l'ONF.

L'ONF, ses partenaires et ses prestataires liés par une convention pourront faire autant d'exploitations successives des œuvres qu'il lui conviendra dans le cadre des actions de communication et/ou d'information liées à la promotion de l'ONF lui-même et de ses différentes activités.

Est également cédé le droit d'exploitation des œuvres par l'ONF en vue de la constitution et de l'exploitation d'un patrimoine d'archives par cet établissement ou tout ayant droit de l'ONF.

7. GARANTIES

Le titulaire garantit à l'ONF, ses partenaires et ses prestataires être seul titulaire des droits de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché et garantit en conséquence à l'ONF et à ses prestataires le libre exercice et une jouissance paisible des droits en question.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir des auteurs, inventeurs, graphistes, photographes, réalisateurs et plus généralement concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété intellectuelle précités. En tout état de cause, le titulaire prémunit l'ONF, ses partenaires et ses prestataires contre toute revendication des tiers quant aux droits de propriété intellectuelle et au droit à l'image et lui en garantit l'exercice paisible.

Si une action en justice fondée sur une revendication de droit à l'image et/ou de droit de propriété intellectuelle est intentée à l'encontre de l'ONF, de ses partenaires ou de ses prestataires, le titulaire paiera les frais et les dépenses et versera les dommages intérêts qui peuvent être mis définitivement à la charge de l'ONF ou de ses partenaires ou prestataires au cours d'une telle action.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que l'ONF, ses partenaires et ses prestataires ne soient pas troublés dans l'usage des prestations réalisées dans le cadre du marché.

Le titulaire garantit ne pas avoir concédé quelque droit que ce soit, à quiconque, à propos des créations et s'interdit, en outre, d'exploiter ou de faire exploiter, directement ou indirectement, par un ou plusieurs tiers, avec ou sans modification de quelque nature que ce soit, un ou plusieurs ou tous les éléments des créations.

Au cas où des contrefaçons étaient constatées, il s'engage à apporter à l'ONF son aide et son assistance dans le cadre notamment de toute action judiciaire et à relever et garantir les bénéficiaires de la cession en cas d'éviction et de condamnation.

Au titre du marché, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des créations.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'ONF toute demande d'exploitation qui lui serait faite par un tiers.

Le titulaire ne pourra communiquer les résultats des créations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation préalable écrite de l'ONF.

8. EFFETS VIS-A-VIS DES TIERS

Les héritiers et tous les ayants droit du titulaire devront, dans la mesure du possible, se faire représenter vis à vis de l'ONF par un mandataire commun, si nécessaire.

L'ONF est habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations d'exploiter, à titre commercial ou non, les droits qui lui sont cédés.

Dans le cas de sous-traitants, le titulaire s'engage sur l'acceptation des clauses de cession de droits des sous-traitants conformément aux dispositions ci-dessus.

9. CREATIONS REALISEES PAR L'ONF ET CONFIEES AU TITULAIRE

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues au marché lorsque les créations ont été réalisées par l'ONF.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article 10 demeureront en vigueur après la cessation du présent marché, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation du présent marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire.

10. OBLIGATION DE DISCRETION - CONFIDENTIALITE

Tant pendant la durée du marché qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) concernant l'ONF, et notamment ses clients, et activités, communiqués au titulaire par l'ONF ou toute autre entité ou personne physique à l'occasion du marché, ou dont le titulaire, ses salariés, collaborateurs ou sous-traitants auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), quelles qu'en soient la forme et la nature, à l'exclusion des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et/ou réception par le titulaire.

Les documents fournis par l'ONF au titulaire, pour la réalisation des prestations du marché, lui sont rendus à la fin de la durée du marché. Le titulaire s'engage à détruire toutes les reproductions qu'il en aurait faites.